

Communiqué de presse

Bien plus qu'une aide financière unique trop basse et trop ciblée (laissant de côté les ménages que la perte de revenu précipite sous le seuil de pauvreté) comme l'envisage actuellement le

Gouvernement,

**Les acteurs du social et du socioculturel parlent d'une voix et demandent :
une stratégie de déconfinement qui prenne au sérieux toutes les populations !**

Près de 300 organisations des secteurs social et socioculturel au sens large, soutenus par des acteurs du monde académique, demandent deux mesures essentielles pour un plan de déconfinement social. Ensemble du Nord et du Sud du pays, ils exigent des Gouvernements responsables, fédéral et fédérés, et demande au Conseil National de Sécurité interfédéral d'intégrer à leur stratégie de soutien économique et de soulagement des familles, l'impérative urgence d'un plan de déconfinement social au sens plein du terme. Celui-ci doit s'appuyer sur deux aspects :

- **Une aide directe financière mensuelle urgente du fédéral vers les ménages appauvris, avec un principe de confiance** : une allocation mensuelle Covid19. Une aide financière directe vers les ménages exposés est cruciale aujourd'hui, comme le sera dès demain le rehaussement des allocations sociales et revenus au minimum au-dessus du seuil de pauvreté, et le renforcement de la sécurité sociale.
- **La planification d'un déconfinement organisé avec et par les acteurs concernés qui représentent ces populations vulnérables**, et leur équipement et ce, dans une synchronisation avec les entités fédérées, à l'instar de ce qui se passe pour l'enseignement, les crèches et garderies et le sport.

Depuis le 13 mars 2020, la Belgique vit au rythme du COVID. Le confinement, nécessaire pour ralentir la progression du virus, atterrit brutalement sur un terreau d'inégalités. Le confinement révèle implacablement cette pauvreté, le nonaccès aux droits de base vitaux pour une part importante de la population, l'oubli de vulnérabilités diverses. Les derniers chiffres datant d'avant la crise sanitaire indiquaient que 16,4% de la population belge, soit plus de 1,8 million de personnes au total (!) vivaient avec un revenu inférieur au seuil de pauvreté, le nombre le plus élevé depuis le début des mesures systématiques dans notre pays¹. Cette crise sociale déjà pré-existante ne sera qu'exacerbée par la crise Covid.² Encore plus de personnes seront poussées dans la pauvreté et leur survie sera encore plus difficile : l'ERMG établit à près de 30% la part de la population en perte nette de revenus depuis le début de la crise³. **La perte de ressources financières se double de l'angoisse de cette réalité et du stress engendré par cette crise sanitaire sur la dégradation de la santé mentale individuelle et collective.**

¹ Les statistiques EU-SILC calculent le risque de pauvreté comme le fait d'avoir des revenus à un niveau inférieur à 60% du revenu médian belge. Elles sont très utiles pour fournir un standard minimum de base, mais sous-estiment la pauvreté : d'une part elles ne tiennent pas compte des situations particulières de chaque ménage ; de l'autre elles se basent sur des enquêtes qui sous-estiment certains revenus, notamment ceux issus de la propriété. <https://plus.lesoir.be/8911/article/2015-10-12/la-pauvrete-est-sous-estimee-en-belgique>
<https://statbel.fgov.be/fr/themes/menages/pauvrete-et-conditions-de-vie/risque-de-pauvrete-ou-dexclusion-sociale#figures>

² COVIVAT - Corona Onderzoeksconsortium Voor Inkomensverdeling en sociale effecten, Huishoudbudgetten en Sociale Minima in Lockdown, https://8d4783fa-1302-40da-8105-74e82c22674f.filesusr.com/ugd/4ab716_43e34cee5e024916a5d8dda8029c5cc3.pdf; voir aussi: https://www.standaard.be/cnt/dmf20200517_04963100

³ <https://www.lalibre.be/economie/conjoncture/perte-de-revenus-un-belge-sur-7-lourdemment-affecte-a-cause-du-coronavirus-5ea6d179d8ad58632c7cc9e9>

Le « social » dans le champ de l'économie du travail d'abord, des familles ensuite

Jusqu'à présent, le gouvernement fédéral a pris des mesures tentant d'éviter qu'à un incendie sanitaire succède le désert économique. Entreprises, travailleur.euse.s et indépendant.e.s sont soutenu.e.s, variablement, par des mesures énergiques organisées sur la base d'un principe de confiance. Le chômage temporaire a été renforcé et a conduit à des assouplissements pour les chômeur.euse.s⁴, notamment pour éviter l'enchaînement des licenciements secs qui précipiterait la crise. Mais d'une part, de nombreuses formes de travail précaires ont été oubliées de la protection du chômage temporaire - ALE, wijkswerk, accueillantes d'enfants, jobs étudiants, travail intérimaire, CDD arrivés à leur terme et non reconduits, diverses formes de travail d'artistes... ; de l'autre, pour les personnes déjà hors travail reconnu avant la crise et qui ne bénéficient que de très peu ou d'aucune mesure de soutien - personnes licenciées et chercheur.euse.s d'emploi, allocataires sociaux, sans-papiers, sans-abris, travailleur.euse.s du sexe... ; pour les 25,3% (!) de la population estimés avant la crise comme n'ayant pas de capacité à faire face à des dépenses imprévues⁵, la crise plonge dans une précarité chaque semaine plus dure.⁶

La mobilisation de la société civile a permis de convaincre de la nécessité d'un congé parental pour les familles où s'impose la difficulté de concilier travail à domicile et garde d'enfants en obligation scolaire. Mais ses montants et conditions (notamment, la nécessité de l'accord de l'employeur.euse) le rendent inaccessible aux travailleur.euse.s les plus précaires. Vu la dureté des efforts demandés à la population et le mécontentement qu'elle a manifesté quant au déséquilibre par rapport au champ économique, le Gouvernement a également autorisé, à certaines conditions, des rencontres physiques familiales et amicales. A cela s'ajoute l'ouverture limitée des écoles et la reprise tout aussi limitée d'activités sportives dans des clubs organisés, complémentaires aux crèches et garderies dans les écoles qui sont mises en place depuis les premiers jours de la crise.

Ces trais de mesures « sociales » s'appliquent toutefois avec un niveau de praticabilité relatif, mais surtout rencontrent très variablement les besoins des populations selon les conditions de vie inégalitaires préexistantes des personnes et familles (logement, localisation et espace extérieur, densité de population, mobilité, âge et santé des grands-parents, inscription dans un club ou encadrement par un coach sportif ou pas, perte de revenu, etc.).

Le « social »... des oublis purs et simple pour de nombreux secteurs

Bien des Essentiel.le.s (professionnel.le.s et citoyen.ne.s) n'ont cessé de prendre en charge des populations porteuses de vulnérabilités multiples et importantes et nécessitant notamment un hébergement. Si les personnes âgées en maisons de repos et le personnel qui les encadre ont fini par faire l'objet de l'attention nécessaire, c'est à la force d'un combat que les acteur.trice.s du handicap parviennent à se faire entendre. Mais que dire pour les populations et professionnel.le.s des autres nombreuses institutions de l'hébergement et du non-logement et sans statut⁷? Que dire par rapport à toutes les associations et les professionnel.le.s de l'action socioculturelle, de l'éducation

⁴ Jusque fin mai, avec l'hypothèse d'une prolongation jusque fin août :

https://plus.lesoir.be/299792/article/2020-05-09/la-ministre-de-lemploi-nathalie-muylle-veut-permettre-le-chomage-temporaire?from_direct=true

⁵ <https://statbel.fgov.be/fr/themes/menages/pauvrete-et-conditions-de-vie/privation-materielle-et-sociale>

⁶ Voir aussi: <https://www.vrt.be/vrtnws/nl/2020/05/19/reactie-netwerk-tegen-armoede-op-getuigenis-dylan/?fbclid=IwAR1M40BQLe8CNVr5EVG-isbj5KumgBFSdS4MjOVDp7xdgSbMWP8NxId3H4>

⁷ Adultes et familles en maisons d'accueil, enfants et adultes porteur.euses d'une déficience physique, mentale et/ou comportementale (handicap), enfants et jeunes en aide à la jeunesse, personnes hospitalisées pour des problèmes de santé mentale et d'addiction, femmes victimes de maltraitance, demandeurs d'asile dans des centres d'accueil y compris dans des centres fermés, personnes en détention, résident.e.s d'espaces d'hébergement transitoire allant du plus au moins précaire pour personnes sans-abris ou migrant.e.s en transit, personnes sans-papiers.

permanente, du travail de quartier, de l'insertion sociale, etc⁸? Que dire par rapport aux aidants-proches de personnes âgées ou handicapées qui ont vu les aides habituelles (souvent déjà insuffisantes) réduites ou supprimées? Les entités fédérées agissent comme elles peuvent, mais l'attention fédérale n'a pas été accordée à ces populations et ces acteur.trice.s pendant le confinement et ne leur est pas plus accordée pour l'organisation du déconfinement. **Celles et ceux qui étaient déjà à la limite ou sous la limite, dans la pauvreté, l'isolement, la désaffiliation ou l'exclusion sociale, la débrouille, le non-droit, avant la crise épidémique, sont à présent au bord de la falaise.**

Pour un réel déconfinement social qui parte des possibles des plus pauvres, des plus vulnérables, et des acteur.trice.s qui sont avec elles et eux sur le terrain

Un déconfinement social avec des impacts individuels, collectifs et sociétaux positifs, est celui qui part des rythmes et possibles des personnes vivant à la rue, des migrant.e.s en transit, des sans-papiers, qui contrecarre les risques pour les 10% de la population belge ne sachant ni lire ni écrire, qui fait échec aux difficultés de la fracture numérique, qui soulage les familles monoparentales, qui évite les barrières de la langue pour les populations immigrées, qui se préoccupe des droits des familles et des enfants, notamment celles et ceux placé.e.s en institution, qui comprend les difficultés particulières des personnes handicapées, qui reçoit un assentiment dans les quartiers populaires, chez les jeunes en déshérence, les marges abîmées par une vie dans le trop peu de tout et le sentiment du rejet social. Il devrait apporter de l'air et de l'horizon aux personnes éprouvées par la vie en confinement qui affecte plus durement encore quand des conditions matérielles d'existence sont insuffisantes. **Il est indispensable que la gestion fédérale de la crise et de son déconfinement soit pensée avec les acteur.trice.s qui accompagnent ces populations les plus vulnérables** : l'éducation permanente, le socio-culturel, les AMO, la culture en action, les ateliers culturels et sportifs informels dans les quartiers, les éducateur.trice.s de rue, les associations de migrant.e.s, les associations de quartier et maisons du bien-être, les maisons médicales, les plannings familiaux, les acteur.trice.s de la santé en ambulatoire dont les infirmier.e.s de rue et associations organisant maraudes et vigilance sociale, les collectifs d'hébergeur.euse.s, les acteur.trice.s qui s'activent pour les sans-abris, les services associatifs et sociaux dans les prisons, etc. Les limites et/ou interruptions des actions portées par ces acteur.trice.s pendant le confinement démontrent à souhait l'urgence de les entendre sur leurs besoins et de les outiller en conséquence. **Il serait dramatique que seul le critère sanitaire au sens épidémique reste central et sonne à un moment la fin de la crise, alors que ses conséquences sociales et en termes de santé mentale collective vont s'ajouter aux inégalités et injustices sociales préexistantes.**

Signataires :

BAPN - Belgian Anti-Poverty Network – 11.11.11 – ABVV / FGTB – ABVV Senioren – ACFR Femmes en Milieu Rural – ACLVB / CGSLB – ACRF Femmes en milieu rural – Action Vivre Ensemble – Actrices et Acteurs des Temps Présents – ACV / CSC – AFiCo – Agathe Osinski, UCLouvain – Agnès Ponsar, HELHa – Aide et Reclassement – AIS Nord-Luxembourg – AJMO – Alban De Kerchove d'Exaerde, ULB – AMO Agora Jeunes – AMO Canal J – AMO CIAJ – AMO Color'Ados – AMO Droit des jeunes – AMO Inter-actions – AMO Jodoigne – AMO La Chaloupe – AMO Latitude J – AMO Mic-Ados – AMO Parler Pour Le Dire – AMO Passages – AMO Rythme – AMO Samarcande – AMOSA, Action en milieu ouvert, secteur d'Ath – Anne-Emmanuelle Bourgaux, UMons-ULB – Annemie Schaus, ULB – Annick Comblain, ULiège – Antoine Printz, UCLouvain – Antonino Mazzù, ULB – APL A toi Mon toit – APNU – Arbor & Sens – Article 27 Bruxelles – Article 27 Wallonie – ASM - Association syndicale des magistrats – ASPH – Association Culturelle Joseph Jacquemotte – Associations 21 – ATD Quart

⁸ Maisons de jeunes, organisations de jeunesse, actions en milieu ouvert, maisons de quartiers, animations de rue, associations de sport de quartier, maisons du bien-être social, projets de proximité, etc.

Monde Belgique / ATD Vierde Wereld België – Atelier des Droits Sociaux – ATTAC Charleroi – ATTAC Liège – Badje – Bea Cantillon, Universiteit Antwerpen – Benoit Thirion, UCLouvain – Bérénice Storms, Universiteit Antwerpen – Bernard Delvaux, UCLouvain – Bertrand Renard, UCLouvain – Bind-Kracht – Bond Beter Leefmilieu – Brussels Platform Armoede – Bureau des femmes de la FGTB wallonne – C-Paje – Carla Nagels, ULB – Caroline Lamarche, écrivaine – Caroline Nieberding, UCLouvain – Carta Academica – CEFOC – CEMEA – Centre culturel Bruxelles-Nord - Maison de la création – CAI, Centre d'action interculturelle de la province de Namur – Centre d'Appui aux services de médiation de dettes de la Région de Bruxelles-Capitale – Centre de Planning familial Lemans – Centre Régional d'action interculturelle du Centre – Centre Régional d'Intégration de Charleroi – Centre régional d'Intégration de Mons Borinage – CETRI - Centre tricontinental – CFFB, Conseil des femmes francophones de Belgique – CHACOF – Chaînes de Services et d'Amitié – Chloé Salembier, UCLouvain – Christine De Bauw, Henallux – Christophe Soil, ULB – CIRE – CISP AVANTI – CISP Cap Terre – Club Achille Cavée – CNCD-11.11.11 – COJ – Collectif des femmes – Collectif Solidarité Contre l'Exclusion – Comité de Vigilance en Travail Social – Comme Chez Nous – Commissie Sociale Integratie en Bestrijding van de Kansarmoede van het FAVO / Commission mixte égalité des chances et lutte contre la pauvreté du CCFA – Commission Justice & Paix – Compagnons Dépanneurs Namurois – Corinne Boüüaert, ULiège – CPCP – CRILUX – CRVI - Centre régional de Verviers pour l'Intégration – Culture & Démocratie – Culture et développement – CWEHF – Dan van Raemdonck, ULB et VUB – Decenniumdoelen – Défense des Enfants International – Belgique – Diane Bernard, Université Saint-Louis – Dynamo International – Eco-Vie – Ecole Supérieure d'Action Sociale HELMo – Edoardo Traversa, UCLouvain – Ella – Equipe Pauvretés de Beloeil Bernissart – Equipes populaires – Eric David, ULB – Eric Vilquin, UCLouvain – Espace Seniors – FAPEO – FDSS, Fédération des services sociaux – Fédération des Associations Sociales et de Santé – Fédération des Centres Pluralistes de Planning Familial – Fédération des Maisons de Jeunes en Belgique francophone – Fédération des maisons médicales – Fédération indépendante des Seniors – Fédération laïque de centres de planning familial – Fédération Wallonne de Promotion de la Santé – FedOS – FEF, Fédération des étudiant.e.s francophones – Femmes Prévoyantes Socialistes – FGTB Bruxelles – FIAN Belgium – FIPE - Fédération des Institutions de Prévention Educative – Fondation Anne-Marie Lizin – Form'Anim asbl de Seraing – Franck Dumortier, UNamur – Françoise Bartiaux, UCLouvain – Front Commun des SDF/Gemeenschappelijke Daklozen Front – Furia – Gabrielle Lefèvre, journaliste – GABS – Gang des vieux en colère – Garance – GénérationS asbl – Greenpeace – Grégoire Wallenborn, ULB – GRIP – GroenPlus – Groupement territorial pour la santé mentale à Seraing – Habitat et Participation – Handijob' Project – HELHa Cardijn, département social – Hélène Ancion, IEW – Hendrik Ferdinand, Universiteit Gent – Hervé Pourtois, UCLouvain – I Care – Ides Nicaise, KU Leuven – IHOES – Indépendance & Dignité – Infor-Drogues – Inter-Environnement Bruxelles – Jacinthe Mazzocchetti, UCLouvain – Jacques Englebert, avocat, ULB – Jacques Marlier, ULB – Jacques Moriau, ULB – Jean Salmon, ULB – Jean-François Rees, UCLouvain – Jean-Marc Sparenberg, ULB – Jean-Marie Dermagne, avocat, UCLouvain – Jean-Michel Decroly, ULB – Jean-Paul Lambert, Université Saint-Louis – JOC – John Nève, Université Saint-Louis – Jozef Pacolet, KU Leuven – Juliette Woitchik, Université Saint-Louis – Kairos Europe – Koen Hermans, KU Leuven – Kristel Driessens, Karel de Grote Hogeschool – L'Atelier – L'Echalier – La Bambinerie – La CODE – La Maison Source – La Rochelle – La Teignouse – Latitude Jeunes – Laura Merla, UCLouvain – Le 210 – Le Babibar / Les parents jardiniers – Le Forum - Bruxelles contre les inégalités – Le Gerموir – Le Monde des Possibles – Le Quinquet – Les Amis de la Terre Belgique – Les Grignoux – Lieven De Cauter, KU Leuven – Liga voor Mensenrechten – Ligue des droits humains – Limburgs Platform voor Mensen op de Vlucht – Links Ecologisch Forum – Maison du Peuple d'Europe – Maison médicale du Laveu – Making Latin Women Visible - SIEMPRE – Marc Jacquemain, ULiège – Marc-Antoine Gavray, FNRS / ULiège – Marco Martiniello, ULiège – Marie-Sophie Devresse, UCLouvain – Mateo Alaluf, ULB – Maxi-Liens – Médecine pour Le Peuple – Médecins du Monde – Mejed Hamzaoui, ULB – Michel Gevers, UCLouvain – Michel Loriaux, UCLouvain – Min Reuchamps, UCLouvain – Miroir Vagabond – MOC Namur – Mode d'Emploi – Mojoca – Mouvement Lire et Ecrire – Mouvement Luttes-Solidarités-Travail (LST) – Mylene Botbol

Baum, UCLouvain – Nathalie Frogneux, UCLouvain – Nationale Hoge Raad voor Personen met een Handicap / Conseil Supérieur National des Personnes Handicapées – Naturawash Lessive Solidaire – NEOS – Netwerk tegen Armoede – Nicolas Bárdos-Féltoronyi, UCLouvain – Noël B. Salazar, KULeuven – OKRA – Olivier De Schutter, UCLouvain – Olivier Servais, UCLouvain – ORBIT vzw – Partenariat Intégration cohabitation à Laeken – Pascale Vieille, UCLouvain – Patrick Henry, ex-président d'Avocats.be – Paul Lowenthal, UCLouvain – Periferia aisbl – Philippe Van Parijs, UCLouvain – PhiloCité – Pierre Galand, ULB – Pietro Pizzuti, comédien – Projet LAMA – Rainbowhouse Brussels – Réseau Justice fiscale – Réseau Solidarité – Riccardo Petrella, UCLouvain – RIEPP – Robert Plasman, ULB – RTA – RWDH – RWLP - Réseau Wallon de Lutte Contre la Pauvreté – SAM, Steunpunt Mens en Samenleving – Samenlevingsopbouw – Sandrine Detandt, ULB – Santé, Communauté, Participation – SAW-B – Serge Jaumain, ULB – Sixtine van Outryve, UCLouvain – Soleil du Coeur – Solidarité – Solidarimmo – Solidaris – Solidarités Nouvelles – Stéphane Ginsburgh, musicien – STICS – Syndicat des locataires – Synergie Wallonie pour l'Egalité – Tanguy de Foy, APSY-UCLouvain – Théâtre Les Tanneurs – Thierry Moreau, UCLouvain – Tim Goedemé, Universiteit Antwerpen – Uit de Marge – Vanessa De Greef, FNRS et ULB – Véronique van der Plancke, avocate, UCLouvain – Vie féminine – Vincent Engel, UCLouvain – Vincent Yserbyt, UCLouvain – Vlaams Welzijnsverbond – Vlaamse Actieve Senioren – Vrouwenraad – VZW Kind en Preventie – Welzijnsschakels – Welzijnszorg – Yves Moreau, KULeuven.

Contacts :

Caroline Van der Hoeven, coordinatrice de BAPN (Réseau belge de lutte contre la pauvreté) :
0474/559611

Christine Mahy, secrétaire générale du RWLP : 0498/448238